

GPS européen: Bruxelles financerait Galileo avec des subsides PAC

Suite du feuilleton Galileo. Alors que le GPS américain domine le marché et que les Chinois sont sur le point de lancer leur propre solution, l'Europe continue à chercher des solutions pour enfin parvenir à financer son projet de géolocalisation par satellite...

Ce mercredi, Jacques Barrot, commissaire aux Transports à la Commission européenne a présenté son nouveau plan pour la gouvernance et le financement de Galileo. Car il y a le feu au lac : le partenariat public-privé initialement prévu a volé en éclats il y a quelques mois, retardant encore un peu plus le projet européen.

Rappel des faits. En 2005, un consortium d'industriels (les français Thalès et Alcatel-Lucent, l'espagnol Hispasat, le britannique Inmarsat, les italiens AENA et Finmeccanica, ainsi qu'un conglomérat allemand dirigé par Deutsche Telekom et European Aeronautic, Defence & Space Co) allié au secteur public avait reçu le feu vert pour lancer le projet.

Objectif : un système opérationnel mis en orbite d'ici 2008, objectif ensuite reporté à 2011. Le projet devrait comprendre 30 satellites (contre les 24 du GPS). Pour l'instant, un seul satellite a été lancé.

Mais les difficultés du consortium à former une entité pour chapeauter le projet ont bloqué les pourparlers entre les industriels et les responsables de l'UE.

Les industriels ont refusé de prendre le moindre risque financier à l'échéance qui avait été fixée au 10 mai dernier par les ministres des Transports des Vingt-Sept.

Face à ces blocages, la Commission européenne a annoncé en juin son intention de retirer le contrat de construction au consortium d'entreprises auquel elle l'a attribué, au profit d'un financement **intégralement public**.

Les Vingt-Sept ont donc décidé que l'argent public financerait l'infrastructure satellitaire pour un coût de **3,4 milliards d'euros**, soit 2,4 milliards supplémentaires par rapport au milliard d'euros déjà injecté, sur un coût total, exploitation comprise, de 10 milliards d'euros.

Pour parvenir à ce financement, il a fallu trouver un consensus. Et cela n'a pas été facile, les divisions entre les ministres des Transports des 27 sont fortes.

Finalement, Jacques Barrot propose un réaménagement du budget actuel de l'UE. Un habile jeu comptable permettrait de dégager l'essentiel de la somme du budget agricole de l'Union... Au total, plus de 2,7 milliards d'euros vont être ainsi être réaffectés à Galileo.

L'argent doit provenir de fonds budgétisés pour cette année et la suivante et qui ne seront pas employés pour des domaines tels que l'agriculture. L'Union européenne dépense en effet beaucoup moins que prévu dans ce domaine en raison du prix élevé des matières premières.

Cette solution serait soutenue par le Parlement européen mais pourrait être rejetée par les

ministres des Finances. Ce qui plomberait presque définitivement le projet.

« Aujourd'hui, j'ai mis tous les éléments sur la table qui permettront au Parlement européen et aux ministres de prendre les décisions nécessaires sur le programme et sur le financement avant la fin de l'année. », a commenté Jacques Barrot.

Avec cette solution, Jacques Barrot table sur une mise en service en 2012. *« Nous pouvons remettre le projet Galileo sur le pas de tir pour le rendre opérationnel en 2012 », explique-t-il. En espérant qu'il ne sera pas trop tard.*